

Il faut licencier Paul Wolfowitz

lundi 23 avril 2007, par [MILLET Damien](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2007).

Le président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, a reconnu être intervenu personnellement afin d'obtenir une forte augmentation de salaire pour sa compagne. Alors qu'il avait affirmé avoir agi avec l'accord implicite du conseil d'administration de la Banque mondiale, les membres de ce conseil d'administration ont rappelé qu'il n'en était rien. - Wolfowitz a donc menti pour tenter de sauver son poste.

Un peu après, il a osé affirmer, au cours d'une conférence de presse, qu'il pensait pouvoir continuer à assumer ses fonctions, révélant ainsi que les excuses qu'il a présentées publiquement ne sont que des mots en l'air et qu'il n'assume rien des actes frauduleux qu'il a commis.

Pour le CADTM, la plus haute instance de la Banque mondiale, réunie à Washington le week-end dernier, aurait dû prendre acte du refus de Paul Wolfowitz de démissionner et annoncer la seule décision qui s'impose en pareille circonstance : licencier Paul Wolfowitz pour faute grave. Au lieu de cela, gênée par cette polémique « *très préoccupante* », elle l'a juste rappelé à l'ordre, ce qui est bien la moindre des choses.

Le président des États-Unis, George W. Bush, a très vite réitéré son soutien à Wolfowitz qu'il avait lui-même désigné selon une règle inadmissible (qui réserve ce poste à un ressortissant des États-Unis). Aucune des grandes puissances n'a eu le courage de demander clairement et publiquement le remplacement de Wolfowitz. La France, 4^e actionnaire de la Banque mondiale, montre à cette occasion qu'elle préfère suivre docilement la volonté des États-Unis au lieu de rappeler avec force des principes de morale, d'honnêteté et de transparence qui ont été bafoués par Wolfowitz.

Désormais, Paul Wolfowitz ne peut plus revendiquer la moindre légitimité. La crédibilité de son discours sur la « *bonne gouvernance* » et la lutte contre la corruption est aujourd'hui réduite à néant. Son maintien en poste vient confirmer l'analyse du CADTM : la Banque mondiale dans sa globalité n'est pas une institution noble dévouée au développement des pays du Sud mais une institution sans scrupules, au service des États-Unis et de leurs alliés, pour imposer au tiers-monde des politiques néolibérales d'ouverture violente des marchés, de privatisations prédatrices et de réduction drastique des budgets sociaux.

Le CADTM réclame donc la suppression de la Banque mondiale et son remplacement par une institution radicalement différente, dont les priorités absolues seraient la satisfaction des besoins humains fondamentaux, le respect de la souveraineté des pays du Sud et une éthique irréprochable.

P.-S.

* Article paru dans l'Humanité, édition du 21 avril 2007.

* Damien Millet est président du CADTM France, et Éric Toussaint, président du CADTM Belgique.